



HAL
open science

L'entreprise chevillée au corps. L'entrée d'une " société civile " entrepreneuriale à l'Assemblée

Sébastien Michon

► **To cite this version:**

Sébastien Michon. L'entreprise chevillée au corps. L'entrée d'une " société civile " entrepreneuriale à l'Assemblée. Bernard Dolez; Julien Fretel; Rémi Lefebvre. L'entreprise Macron, Presses universitaires de Grenoble, pp.217-228, 2019, Libre cours politique, 9782706142635. 10.3917/pug.dolez.2019.01.0217 . hal-03912763

HAL Id: hal-03912763

<https://hal.science/hal-03912763>

Submitted on 25 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'entreprise chevillée au corps. L'entrée d'une « société civile » entrepreneuriale à l'Assemblée

Sébastien Michon (CNRS, UMR SAGE, Université de Strasbourg)

Pour la version finale se reporter à : Dolez Benard, Fretel Julien et Lefebvre Rémi (dir.),
L'entreprise Macron, Grenoble, PUG, p.217-228.

Résumé :

Une enquête sur les députés de plusieurs législatures permet d'appréhender précisément le renouvellement de l'Assemblée nationale en juin 2017 qu'a provoqué l'élection d'une majorité de parlementaires de La République en marche (LREM). Il s'agit d'un renouvellement par l'élite économique, symbolisé par des novices de la politique issus du monde de l'entreprise et de l'entrepreneuriat. Ce constat amène à esquisser des conséquences possibles sur l'Assemblée et le champ politique.

Le renouvellement a été l'un des thèmes majeurs des campagnes électorales de 2017 d'Emmanuel Macron et des membres de son parti nouvellement créé : La République en Marche (LREM). Pendant plusieurs mois, ils ont appelé les électrices et les électeurs à « changer les usages et les visages » afin de « déverrouiller le système » et le « vieux monde » politique. Ils ont repris ainsi à leur compte la critique de la professionnalisation politique, largement présente dans des mouvements plus ou moins proches du champ politique (par exemple Nuit Debout en France ou Podemos en Espagne).

Considérée par de nombreux commentateurs de la vie politique comme l'une des causes de la crise du politique, la professionnalisation politique désigne à l'origine l'avènement d'un personnel politique vivant « de » et « pour » la politique. Depuis la célèbre formule de Max Weber (1963 [1917]), de nombreuses études de science politique ont porté sur la profession et la professionnalisation politique¹. Elles évoquent non plus seulement la possession d'une position rémunérée, mais aussi les parcours des responsables politiques ou leurs savoir-faire². Ces usages multiples ne sont pas sans lien avec les transformations du champ politique, particulièrement significatives en France depuis la fin des années 1970 du point de vue de sa composition et son périmètre (Boelaert, Michon, Ollion, 2017, p. 67-95). Les élus sont désormais plus nombreux (à l'Assemblée nationale, au Sénat, et plus encore à l'échelon local à la suite des lois de décentralisation et d'intercommunalité). Avec eux, les postes d'auxiliaires politiques ont été multipliés de manière exponentielle à l'Assemblée, au Sénat, dans les collectivités locales et les partis politiques : ce sont les personnes salariées en politique, mais non élues, que sont les permanents d'un parti, les assistants parlementaires, les membres du cabinet d'un président de la République, d'un ministre, d'un maire, d'un président d'une région ou d'un département. Cet élargissement du champ politique a contribué à une division du travail politique plus poussée, une concurrence accrue pour les postes et les mandats, et une transformation des profils des élus. De ce point de vue, deux

¹ Voir entre autres, Gaxie, 1973 ; Lagroye, 1994 ; Offerlé, 1999 ; Phélippeau, 2002.

² Pour une présentation plus complète, voir Michon, Ollion, 2018.

résultats peuvent être mis en exergue. Premièrement, les expériences d'auxiliaires politiques sont devenues de véritables marchepieds à des carrières politiques de premier plan³. De ce fait, de plus en plus d'élus ont présenté des carrières exclusivement inscrites en politique : à la suite d'une activité militante au sein d'une organisation de jeunesse d'un parti politique, ils ont exercé à la fin de leurs études des fonctions d'auxiliaire politique (Bargel, 2009), avant de devenir successivement élu local, parlementaire ou ministre. Mais s'arrêter aux expériences d'auxiliaires politiques masque un autre résultat plus massif encore : le temps passé en politique, en tant qu'auxiliaire politique puis en tant qu'élu, s'est particulièrement allongé au cours de ces quarante années⁴. Au début des années 2010, il fallait avoir passé un temps nettement plus conséquent qu'à la fin des années 1970 pour accéder à un mandat de député, et ce aussi bien à gauche, à droite qu'au centre.

Au regard de ce processus qui a structuré le champ politique français pendant plusieurs décennies, les élections de 2017, avec les victoires d'Emmanuel Macron à la présidentielle et de son parti aux élections législatives, marque une rupture certaine. C'est une première sous la Ve République qu'un candidat accède à la présidence de la République sans expérience électorale préalable, et que des novices de la politique entrent aussi nombreux au palais Bourbon⁵. À partir des résultats de l'enquête Propolis sur les députés (encadré), l'objectif de ce chapitre n'est pas seulement d'analyser et de mettre en perspective ce constat. Il est également de caractériser socialement ce renouvellement. Qui porte précisément ce renouvellement politique ? Qui sont celles et ceux qui ont investi les bancs de l'Assemblée sous la bannière de LREM ?

Les données recueillies indiquent que le renouvellement de l'Assemblée est avant tout un renouvellement par l'élite économique. Faisant le bilan des élections législatives de 2017, Luc Rouban (2017) note qu'il amplifie « la fermeture élitiste du recrutement » des députés : les classes populaires sont toujours autant sous-représentées à l'Assemblée nationale, les catégories sociales les plus favorisées sont en revanche plus que jamais surreprésentées. Le constat peut être précisé. Car si les députés LREM symbolisent le retour en force de catégories sociales supérieures du privé – celles qui avaient peu à peu déserté le Parlement à mesure que s'accélérait le processus de professionnalisation politique –, ils ne sont pas tant médecins ou avocats, ces professions autrefois « propices » à la carrière politique (Dogan, 1999), que cadres ou chefs d'entreprise. Les fortes affinités avec le monde de l'entreprise des députés LREM, qu'il s'agit de souligner ici, ne sont pas sans interroger quant aux conséquences possibles sur l'Assemblée nationale et le champ politique.

Enquête

Ce chapitre mobilise un ensemble de résultats de l'enquête Propolis menée avec Julien Boelaert et Étienne Ollion⁶. Elle a consisté à retracer les étapes de la carrière, politique et non politique, des députés de cinq législatures : 6^{ème} (1978-1981), 11^{ème} (1997-2002), 13^{ème} (2007-2012), 14^{ème} (2012-2017) et 15^{ème} (2017-...). Les identités des acteurs politiques étant construites et redéfinies (Collovald, 1988), plusieurs sources ont été croisées⁷ : entre autres, dictionnaires biographiques, archives de

³ 14% des députés de 1978 ont à un moment donné auxiliaire politique, ils sont 33% en 2012.

⁴ Les députés de 1978 ont passé 12,1 années en politique contre 18,5 années pour ceux de 2012.

⁵ Alors que LREM, le groupe majoritaire, revendiquait plus de 50% de personnes « issues de la société civile » parmi les élus de juin 2017, cette mesure est à réviser à la baisse (de 51% à 44%), puisque certains parmi ceux étiquetés ainsi avaient en fait plusieurs années d'expérience dans le champ politique en tant qu'auxiliaire politique.

⁶ Une partie des résultats est présentée dans Boelaert, Michon, Ollion, 2018.

⁷ Merci à Salima Alaoui qui nous a aidés dans la compilation de certaines de ces informations.

l'Assemblée nationale, archives de la Société Générale de Presse, articles de presse, professions de foi, CV ou encore déclarations issues de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique (HATVP)⁸. Chaque personne a été caractérisée par un ensemble d'indicateurs relatifs à ses propriétés sociodémographiques et par sa trajectoire professionnelle et politique. Pour chacune des 2175 personnes concernées, les activités professionnelles ou électives ont été saisies année par année. Les députés élus, comme leurs suppléants ayant siégé, ont été intégrés à la base de données. Un tel codage a notamment permis de déterminer la « profession la plus significative » des parlementaires, celle dans laquelle ils ont passé le plus de temps avant d'être élus à plein temps – profession qui n'est pas nécessairement la profession d'origine ou la dernière profession –, et donc d'avoir des informations de meilleure qualité que celles déclarées par les acteurs politiques sur leur profession de foi et leur CV en ligne. Il a permis également d'adopter une perspective diachronique des carrières politiques – et non pas uniquement des carrières électives –, de construire des indicateurs sur leur déroulement de manière plus affinée que le seul exercice de tel ou tel mandat et d'effectuer divers types de comparaisons entre les parlementaires étudiés. De manière complémentaire, des entretiens ont été réalisés avec des élus, des auxiliaires politiques et des observateurs de la vie politique.

L'entrée massive de novices en politique

Avant de se centrer sur les députés LREM, commençons par un point de vue d'ensemble sur l'Assemblée nationale de 2017. De nombreux novices en politique sont entrés au palais Bourbon. Mais au-delà du constat incontestable d'un profond renouvellement des parlementaires, la catégorie de novices en politique doit être précisée. *De facto*, les expériences politiques sont à appréhender dans une relative pluralité : au national, au local ou encore dans des postes d'auxiliaires politiques qui, comme on l'a souligné plus haut, étaient devenus des expériences déterminantes lors des dernières décennies pour nombre d'élus (tableau 1).

Du point de vue de l'expérience politique nationale, il n'y a jamais eu autant de novices à l'Assemblée : 72% des élus de 2017 (contre 42% en 2012). Même en 1958, législature ô combien particulière avec le retour du Général de Gaulle (Dulong, 1997 ; Gaïti, 1999), la part n'était pas autant élevée (65% de la chambre avait été renouvelée)⁹. Du point de vue de l'expérience politique locale également, les députés de la 15^{ème} législature ont nettement moins fréquenté les exécutifs locaux que ceux des législatures précédentes. Ils ont ainsi passé près de deux fois moins de temps en mandat local (9,2 années) que les élus de 2012 (16,8 années) et de 2007 (18,2 années), et ils ont moins souvent occupé les mandats les plus prestigieux et les plus territorialisés comme ceux de maire ou de conseiller général. Enfin, pour ce qui est des emplois politiques, la part d'anciens auxiliaires politiques recule également : de 33% en 2012, elle ne s'élève plus qu'à 24% en 2017.

Logiquement, si l'on cumule les diverses expériences, les députés de 2017 ont consacré un temps bien moins long à la politique que leurs prédécesseurs : 40,5% de leur vie en politique après 25 ans (contre 63,9% pour ceux de 2012). Mis en perspective avec le processus d'allongement des carrières politiques au cours des quarante dernières années, le

⁸ La HATVP publie les déclarations de situation patrimoniale et les déclarations d'intérêts des responsables politiques.

⁹ Cette inexpérience de la chambre basse n'est pas compensée par des passages par d'autres assemblées (Sénat, Parlement européen) ou le gouvernement qui concernent très peu de personnes : en tout, ce sont 70% des élus de 2017 qui n'ont aucune expérience à un niveau national.

renouvellement n'est que plus spectaculaire. Ceux qui en sont les symboles, les novices, définis comme ceux qui n'avaient jamais été élus ou auxiliaires politiques, représentent plus d'un quart de l'Assemblée actuelle (28%), alors qu'ils étaient quasiment absents auparavant (5% dans celle de 2012 et 1% dans celle de 2007).

Tableau 1 : Indicateurs de l'activité en politique avant l'élection pour les députés de trois législatures

Legislature	6 ^{ème}	14 ^{ème}	15 ^{ème}
	1978-1981	2012-2017	2017-...
Auxiliaire politique (%)	14	33	24
Membre d'un cabinet de l'exécutif (%)	13	14	10
Collaborateur d'élus ou permanent de parti (%)	1	25	19
Vierge d'activité politique (%)	9	5	28
Part de vie en politique sur 33 ans (%)	46	68	42
Nombre d'années en politique (élus ou salariés)	12,1	18,5	10,6
Nombre d'années en mandat local	9,8	16,5	9,0
Âge moyen en début de législature	51,2	54,4	49,1

Aide à la lecture : les députés de la 15^{ème} législature ont en moyenne passé 10,6 années en politique (élus ou salariés) avant 2017.

Ce renouvellement politique est en grande partie le fait des députés LREM, majoritaires dans l'Assemblée nationale, qui comme on va le voir, sont plus souvent des novices que ceux de la plupart des autres groupes (groupes Les Républicains et Nouvelle gauche notamment). Mais ce serait un raccourci que de considérer tous les députés LREM comme des novices en politique. Car ils le sont plus ou moins selon leurs expériences politiques. En ce sens, quatre sous-groupes de députés LREM peuvent être différenciés.

Un premier type rassemble les députés qui n'avaient jamais eu ni mandat ni emploi dans le champ politique. Ce sont les plus novices de la typologie ici proposée. Même s'ils représentent moins de la moitié des élus du groupe (44% des députés LREM), leur part est particulièrement élevée au regard non seulement des législatures précédentes (5% seulement de députés vierges d'activité politique au cours de la 14^{ème} législature), mais aussi par rapport aux autres groupes de la 15^{ème} législature (0% au sein des groupes Les Républicains ou Nouvelle Gauche). Avec deux tiers de novices, les députés de La France Insoumise (LFI) font ici exception.

Le deuxième type est formé par des novices du champ politique national ou des fonctions de collaborateurs politiques. Cependant, ils ne sont pas dénués d'expérience politique locale : ils représentent 33% des députés LREM. S'ils ne sont pas novices de la

politique locale, leur expérience électorale est nettement plus courte que celles des députés qui présentaient un tel profil dans les précédentes législatures.

Le troisième type rassemble celles et ceux qui sont initiés au monde politique sans avoir eu de mandat électif : 12% des députés LREM. Ce sont d'anciens auxiliaires politiques qui n'avaient pas exercé de mandat prestigieux. Jeunes, voire très jeunes, ils ont fréquenté des cabinets ministériels pendant le quinquennat Hollande (G. Attal, É. Carieu) ou ils ont été collaborateurs d'élus de gauche (M. El Guerrab, M. Lebec), de droite (M. Guévenoux) ou du centre (P.-A. Anglade). En amont de ces postes d'auxiliaires, une partie avait fréquenté des mouvements de jeunesse de parti et des équipes de campagne, notamment celle de D. Strauss-Kahn lors de la primaire du Parti socialiste pour la présidentielle de 2007 (G. Chiche, S. Guérini...), à l'instar de plusieurs conseillers d'Emmanuel Macron. Ces anciens collaborateurs d'élus ont saisi l'opportunité de contourner la file d'attente dans laquelle ils étaient positionnés dans leur parti respectif. Pas du tout novices de la politique, ils « patientaient » dans le champ politique depuis des années, à l'image par exemple de M. Guévenoux, députée de l'Essonne, qui au moment de son élection à l'Assemblée nationale, vivait de la politique depuis plus de quinze ans, ayant été successivement attachée parlementaire, membre de cabinets ministériels, et membre du cabinet d'un président de conseil général.

Le dernier type est celui des députés sortants (11% des élus LREM). Transfuges d'un autre parti (Parti socialiste, Europe-Ecologie-les-Verts, Les Républicains), ce ne sont pas du tout des novices. Mais là encore, leur part est bien plus circonscrite qu'au sein des autres groupes, une nouvelle fois à l'exception de LFI (cf. tableau 2). Rejoindre LREM leur a permis de se maintenir à l'Assemblée nationale (F. de Rugy, B. Pompili, C. Castaner, G. Rouillard, S. Travert).

La commission des investitures de LREM a donc privilégié des personnes avec des profils différents, plus ou moins novices en politique nationale, locale ou dans les postes d'auxiliaires politiques mais qui, pour la plupart, n'avaient pas passé leur vie en politique. Ce constat d'une expérience politique plus ou moins circonscrite des élus LREM est à mettre en perspective avec leurs profils sociaux.

Tableau 2 : Indicateurs de l'activité politique avant la législature pour les députés de la 15ème législature selon le groupe politique

	<i>Effectifs</i>	Temps passé en politique (en années)	Avoir été élu local (en %)	Jamais élu à l'AN auparavant (en %)	Avoir été auxiliaire politique (en %)	Novices en politique (ni élu ni auxiliaire politique) (en %)
Nouvelle Gauche	31	20,8	90	16	52	0
Les Républicains	100	19,1	98	38	32	0
UDI, Agir et indépendants	35	19,0	94	34	37	3

Gauche Démocrate et Républicaine	16	18,9	94	56	50	0
Non inscrits	17	15,4	88	59	41	12
Modem	48	11,4	85	96	17	13
La République en Marche	321	5,7	47	89	16	44
La France Insoumise	17	4,4	35	100	6	65
Total	585	10,8	66	72	23	28

Aide à la lecture : les élus du groupe LREM ont en moyenne passé 4,7 années en politique dans des mandats locaux avant 2017.

Élite économique et bonne volonté entrepreneuriale

L'étude minutieuse des caractéristiques sociodémographiques permet de situer le changement porté par les députés LREM comme un renouvellement par l'élite économique, plus précisément par une société civile entrepreneuriale.

Dans une Assemblée nationale rajeunie (49,1 ans) et qui n'a jamais été autant féminisée (39% de femmes), le groupe des élus LREM est l'un des plus jeunes (46,2 ans) et des plus féminisés (48% de femmes). Mais, du point de vue de la profession significative, les députés LREM n'ont pas contribué à une « représentation miroir » : ils sont surtout des cadres, professions intellectuelles supérieures et des artisans-commerçant-chefs d'entreprise (respectivement 61% et 14%). De la sorte, au sein de l'assemblée, les employés et les ouvriers sont toujours et plus que jamais sous-représentés (1% à la fois en 2017 et en 2012), alors que les catégories sociales les plus favorisées sont plus qu'avant surreprésentées, du fait de l'entrée significative de chefs d'entreprise.

Plus souvent issus des catégories sociales les plus favorisées, ils sont majoritairement issus du secteur privé (64% des députés LREM), ce qui les différencie de ceux des groupes de gauche et même de droite (51% pour LR). La 15^{ème} législature favorise donc le retour de catégories socioprofessionnelles qui avaient déserté petit à petit l'Assemblée nationale au cours des dernières décennies. Toutefois, ce ne sont pas exactement les mêmes catégories socioprofessionnelles qu'au cours de la III^e ou IV^e République (Dogan, 1999). Car, ceux qui ont accédé à l'Assemblée nationale sous l'étiquette LREM ne sont pas seulement des avocats, des médecins, mais aussi et surtout des cadres supérieurs du privé, de gros commerçants, des chefs de micro, petites et moyennes entreprises.

Tableau 3 : Professions significatives des députés LREM et des députés de plusieurs législatures au regard de la composition de la population active en France (en %)

	6 ^{ème} législature (1978-1981)	14 ^{ème} législature (2012-2017)	15 ^{ème} législature (2017-)	Députés LREM de la 15 ^{ème} législature (2017-)	Population active en France (2015)

Agriculteurs	5,0	2,9	2,6	1,6	1,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	3,9	3,7	11,3	14,0	6,4
Cadres et professions intellectuelles supérieures	64,0	57,0	54,7	60,7	17,7
Professions intermédiaires	14,4	16,9	13,5	14,0	25,4
Employés	3,2	0,8	1,0	0,3	28,1
Ouvriers	6,9	0,2	0,0	0,0	20,4
Auxiliaires politiques	1,9	16,4	15,2	8,4	-
Profession non déterminée	0,7	2,1	1,7	1,0	0,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Aide à la lecture : 2,6% des députés de la 15^{ème} législature ont pour profession significative le métier d'agriculteur.

Tableau 4 : Principales caractéristiques sociodémographiques des députés de la 15^{ème} législature selon le groupe politique

	Âge lors de l'élection (en années)	Part de femmes (en %)	Part de cadres et professions intellectuelles supérieures (en %)	Issu du secteur privé (en %)	Diplômés à bac+5 (en %)	Revenus moyens 2016 (euros) ¹⁰
La République En Marche	46,2	48	61	64	72	56 871
La France Insoumise	43,8	41	41	41	47	25 874
Gauche Démocrate et Républicaine	55,4	19	25	31	31	45 709
Nouvelle Gauche	55,4	39	48	32	68	42 641
Modem	52,9	38	46	56	67	74 069
UDI, Agir et indépendants	51,5	23	43	43	63	63 346
Les Républicains	53,4	23	53	51	64	61 332
Non inscrits	52,8	24	53	35	77	53 663
Total	49,1	39	55	56	68	57 556

¹⁰ Source : déclarations HATVP (consultées le 15 février 2018).

Aide à la lecture: parmi les députés de la 15^{ème} législature, ceux du groupe de La République En Marche ont en moyenne 46,2 ans en 2017.

Symboles du renouvellement, les 142 députés LREM novices en politique présentent encore plus que les autres ces attributs sociaux. Plus jeunes (42,5 ans en moyenne), plus féminisés (57% de femmes), ils ont été plus fréquemment cadres supérieurs du privé ou indépendants (68%). Leurs déclarations à la HATVP donnent la possibilité d'affiner leur profil social. La médiane de leurs revenus nets en 2016 (37 603 euros) témoigne d'une relative diversité des profils¹¹. Deux pôles peuvent être distingués selon les revenus. D'un côté, les élus issus de l'élite économique installée sont surtout des hommes, dans l'ensemble plus âgés : 19 députés novices LREM (dont seulement 5 femmes) qui ont déclaré en 2016 à la HATVP des revenus annuels nets supérieurs à 100 000 euros. On retrouve, entre autres, un avocat d'affaires au barreau de Paris, un responsable d'un fonds de pension nord-américain, un chef de projet dans l'industrie pharmaceutique et un chargé d'affaires dans la finance. Les moins fortunés sont des jeunes en ascension et plus souvent des femmes¹². Ce sont des chefs de petites entreprises qui démarrent, pour la plupart en tant qu'auto-entrepreneurs, des quadras en phase de reconversion, ou encore de jeunes diplômés qui à moins de 30 ans n'avaient pas encore une position stabilisée sur le marché de l'emploi.

Mais, au-delà de ces différences, qu'ils soient jeunes ou moins jeunes, avec des revenus plus ou moins élevés, les députés LREM se caractérisent par leur proximité avec le monde de l'entreprise et de l'entrepreneuriat. Ils ne sont pas seulement issus du privé – au même titre d'ailleurs que leurs conjoints¹³. Ils ont également pour une large part une expérience pratique de l'entrepreneuriat. Si un cinquième des novices de LREM est classé dans la catégorie artisans-commerçants-chefs d'entreprise, ils sont en fait beaucoup plus nombreux à avoir, à un moment, créé une entreprise ou avoir été associés à la création d'une entreprise. Au cours des cinq années qui ont précédé l'élection, près de la moitié d'entre eux (62 sur 142) a été dirigeant d'une entreprise, à titre principal ou secondaire, en tant qu'auto-entrepreneur, dirigeant ou co-dirigeant d'une SARL, SAS, SASU ou EARL. Au sein de l'espace des entreprises¹⁴, plus que dans l'industrie et le bâtiment, ils ont évolué dans les secteurs du commerce et des services, et en leur sein dans des secteurs considérés comme en croissance au cours des dernières décennies : finance (banque, assurance), conseil aux entreprises (ressources humaines, marketing, médiation inter-entreprises, coaching personnel), communication, publicité, e-commerce, énergies renouvelables, informatique et nouvelles technologies.

Cette analyse des parcours politiques et des profils sociaux des députés LREM caractérise donc le renouvellement de 2017 comme un renouvellement porté par une « société civile » entrepreneuriale. Se pose à présent la question des effets possibles. Seul le temps long permettra d'y répondre précisément. Toutefois, au regard des premiers mois de la mandature, il est tout de même possible d'esquisser quelques pistes sur certaines conséquences. Pour ce qui est du plus évident, nombreux sont les députés LREM qui multiplient les références à leur

¹¹ La moyenne sensible aux valeurs extrêmes est de 57 366 euros en 2016.

¹² Parmi les 30 députés novices de LREM avec des revenus annuels inférieurs à 20 000 euros en 2016, 22 sont des femmes.

¹³ Seul un sixième des conjoints dont on a pu identifier l'activité professionnelle grâce aux fiches HATVP (N=83), exerce une activité dans le public. Leurs conjoints sont pour la plupart des indépendants ou des cadres d'entreprise (ingénieur, manager, consultant, directeur commercial, responsable solutions techniques, responsable relations internationales et intelligence économique).

¹⁴ Sur l'espace des entreprises, cf. Offerlé, 2009.

parcours professionnel « dans le privé » et au monde de l'entreprise, à l'image de cette députée qui fait « du reporting, des to-do lists, des réunions régulières »¹⁵, ou de ce député qui se confie ainsi à un journaliste sur ses premières semaines à l'Assemblée :

« Au début il y a une journée d'intégration et des explications sur les modalités administratives. Ensuite, ce n'est pas si différent d'une entreprise, où on passe notre temps entre des salles de réunions et des *power points*. Là c'est juste qu'on n'est plus dans une culture d'exams des documents. [...] Nous allons bien noter tout ce qu'on a dépensé pour les boissons et les petits fours, car c'est ça la transparence et la confiance dans les élus ! Certains nous demandent comment nous allons faire pour être en totale transparence, mais ce n'est pas bien compliqué, on faisait déjà cela dans nos entreprises ! »¹⁶

Les députés n'importent pas du monde de l'entreprise uniquement un vocabulaire. Ils s'attachent aussi à appliquer au champ politique et plus distinctement à l'Assemblée nationale « le nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski, Chiapello, 1999) et un ensemble de méthodes en vogue dans le champ économique. Plusieurs élus endossent effectivement le rôle de courtier du nouveau management public. Un exemple typique est celui de Florian Bachelier, député LREM de l'Ille-et-Vilaine, élu pour la toute première fois en 2017, devenu premier questeur de l'Assemblée, qu'un journaliste a surnommé : « l'homme qui veut mettre les députés à la diète ». Afin de rendre « plus efficace » l'Assemblée et « réduire ses coûts » de manière drastique, il a formulé plusieurs propositions :

« Il veut faire 10 millions d'euros d'économie en 2018, puis 15 millions par an. Généraliser les tablettes numériques dans l'Hémicycle pour économiser 55 000 euros annuels de papier ; embaucher un directeur des achats pour rationaliser les dépenses sur la téléphonie, le ménage, les transports ; supprimer les avantages des anciens parlementaires, etc. Et aussi téléporter, enfin, l'Assemblée dans ce fameux Nouveau monde : casser des cloisons du Palais-Bourbon pour privilégier les espaces de coworking, installer Internet à tous les étages... »¹⁷

Logiquement, cette importation dans le champ politique de ce qui peut être perçu comme de « bonnes pratiques » du nouveau management public (abaissement du nombre de fonctionnaires, développement de l'externalisation) ne manque pas d'inquiéter nombre d'agents de l'Assemblée. Enfin, une autre conséquence possible du renouvellement de l'Assemblée nationale par une société civile entrepreneuriale a trait à la possible multiplication à la fin de la législature des situations de conflits d'intérêt et de portes tournantes (ou « *revolving door* »). *De facto*, les poursuites de carrière des actuels députés dans le champ économique ont toutes les chances d'être plus importantes que par le passé, ne serait-ce qu'au regard de la forte baisse annoncée du nombre de parlementaires en 2022.

Références

BARGEL Lucie, 2009, *Jeunes socialistes, jeunes UMP : lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz.

BOELAERT Julien, MICHON Sébastien, OLLION Étienne, 2017, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raisons d'Agir Éditions.

¹⁵ Propos de la députée Anne-Laurence Petel, L'Express, 12 juin 2018 : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/assemblees/l-assemblee-nationale-en-mode-start-up_2015488.html, consulté le 13 juin 2018.

¹⁶ Propos du député Thierry Michels, Rue 89 Strasbourg, 23 octobre 2017, <http://www.rue89strasbourg.com/100-jours-thierry-michels-en-marche-126023>, consulté le 10 février 2018.

¹⁷ Laurent Telo, « L'homme qui veut mettre les députés à la diète », *M le magazine du Monde*, 2 février 2018 : https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2018/02/02/florian-bachelier-l-homme-qui-veut-mettre-les-deputes-a-la-diete_5250956_4497186.html consulté le 13 juin 2018.

BOELAERT Julien, MICHON Sébastien, OLLION Étienne, 2018, « Le temps des élites. Ouverture politique et fermeture sociale à l'Assemblée nationale en 2017 », *Revue française de science politique*, 68 (3), p 777-802.

BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Ève, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

COLLOVALD Annie, 1988, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 73, p. 29-40.

DOGAN Mattei, 1999, « Les professions propices à la carrière politique. Osmoses, filières et viviers », dans Michel OFFERLE (dir.), *La profession politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, p. 171-199.

DULONG Delphine, 1997, *Moderniser la politique. Aux origines de la Ve République*, Paris, L'Harmattan.

GAÏTI Brigitte, 1999, « “Syndicat des anciens” contre “forces vives” de la nation. Le renouvellement politique de 1958 », dans Michel OFFERLE (dir.), *La profession politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, p. 333-364.

GAXIE Daniel, 1973, *Les professionnels de la politique*, Paris, Presses universitaires de France.

LAGROYE Jacques, 1994, « Être du métier », *Politix*, n° 28, p. 5-15.

MICHON Sébastien, OLLION Étienne, 2008, « Retour sur la professionnalisation politique. Revue de littérature critique et perspectives », *Sociologie du travail*, 60 (1).

OFFERLE Michel (dir.), *La profession politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin

OFFERLE Michel, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, 2009.

PHÉLIPPEAU, Éric, 2002, *L'invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République*, Paris, Belin.

ROUBAN Luc, 2017, « De la présidentielle aux législatives, les mirages du renouvellement », dans Pascal PERRINEAU (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 285-296.

WEBER Max, 1963 [1917], *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions.